OpenEdition Journals

L'Année du Maghreb

28 | 2022, vol. 2
Dossier : Libye(s) en devenir. Déchiffrer le changement sociopolitique en diachronie et à plusieurs échelles
Dossier : Libye(s) en devenir

Libye(s) en devenir. Déchiffrer le changement sociopolitique en diachronie et à plusieurs échelles

Chiara Loschi et Chiara Pagano

p. 13-25
https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.11137

Notes de l'auteur
Les coordinatrices souhaitent remercier les collègues du comité de rédaction de *L'Année du Maghreb*, et en particulier François Dumasy, Céline Lesourd et Loïc le Pape, pour leur précieux et constant apport dans la préparation et finalisation de ce numéro spécial. Un remerciement particulier aussi aux auteur.e.s et aux réviseurs anonymes pour leurs contributions indispensables pour assurer la qualité de ce dossier. Bien que l'élaboration et l'écriture de l'introduction soient le résultat d'une stricte collaboration, Chiara Pagano a écrit les paragraphes titré « Une Libye inachevée ? » et « Regards sur la Libye dix ans après ». Chiara Loschi a écrit le paragraphe titré « La boîte à outils « transitologie à l'épreuve de la réalité ».

Texte intégral

Une Libye inachevée ?

1 Depuis la chute du régime Kadhafi, la recherche scientifique portant sur la Libye s'est amplement concentrée sur la persistance des luttes armées locales et internationales, au détriment d'une production proposant une analyse sociale du changement politique. Les aspects problématiques et les conséquences du changement de régime en Libye ont le plus souvent été évalués à travers le prisme des intérêts et des enjeux pour les pays européens et occidentaux tels que les flux migratoires vers l'Europe, la sécurité et les intérêts géopolitiques en jeu (Colombo et Varvelli, 2020 ; Galen Carpenter, 2018 ; Martinez, 2007 ; Pack, 2013 ; Randall, 2015 ; St John, 2011 ; Vandewalle, 2018). D'autres approches ont privilégié l'analyse des processus institutionnels au niveau macro, en se concentrant sur des questions telles que la construction de l'État et/ou sa

préservation, l'émergence et la structuration des contre-pouvoirs, la sécurité nationale et/ou internationale, le contrôle des frontières et des territoires, les ressources économiques, les interférences extérieures et/ou les forces centrifuges internes (Eaton, 2018 ; Lacher, et al Idrissi 2018 ; Pack, 2019 ; Wehrey, 2018). Attestant des dysfonctionnements de l'appareil étatique ou de sa concurrence avec d'autres formes – notamment non-étatiques – de légitimation politique et de régulation du pouvoir, ces enquêtes ont travaillé autour de notions opposées telles que localismes *vs* État-nation ; tribalisme ou ethnicité *vs* la mobilisation des partis politiques et/ou de la société civile ; milices *vs* armée centralisée. Toutefois, il nous paraît primordial d'aller plus loin : comprendre la multiplicité des 'Libyes' actuellement en gestation dans les plis de la transition requiert de prendre en compte les interactions et les reconfigurations politiques au carrefour des espaces institutionnels et non-institutionnels et ce dans leurs évolutions, donc dans la longue durée.

2 Les travaux universitaires sur l'histoire de la Libye contemporaine, par exemple, ont souligné la variété des rôles politiques joués par les structures familiales, au-delà de la multiplicité et de la plasticité des pratiques d'appartenance à des groupes (ethniques, religieux, linguistiques, groupes d'intérêt, etc.) au fil du temps (depuis la fin de la domination ottomane et à travers la colonisation italienne), ainsi que des dynamiques sociopolitiques complexes aux niveaux municipal, provincial et régional, impérial et trans-impérial (Simon, 1987 ; Anderson, 1984, 1986 ; Baldinetti, 2010 ; al-Barbar, 1986, 1992 ; Berhe, 2013 et 2015 ; al-Būsayrī, 1998 ; Dumasy, 2008 et 2017 ; Lafi 2001, 2002 et 2013 ; Morone, 2017). De telles contributions ont conduit à interroger la relation entre les frontières administratives et les réseaux de solidarité, en incitant donc à une analyse du présent qui rende également compte du développement de la Libye actuelle dans toute son historicité. Néanmoins, depuis plus de dix ans, une part considérable des travaux oriente le débat sur les perspectives politiques en posant la focale sur la capacité de telles ou telles configurations à répondre aux exigences de stabilisation politique et d'une bonne « transition vers la démocratie ». Ainsi, les recherches portant sur le changement de régime sont élaborées au prisme d'une grille interprétative portant sur le paradigme « transitionnel ». Si l'urgence de mettre fin aux conflits et d'améliorer les conditions de vie des citoyens est indéniable, l'articulation entre d'une part les stratégies et conditions d'intervention des acteurs et réconciliateurs internationaux et d'autre part les catégories analytiques adoptées par la réflexion scientifique nous parait problématique. En fait, il nous semble que le cadre épistémologique permettant de déchiffrer les phénomènes en cours est marqué par des dispositifs d'aide à la promotion d'un modèle d'organisation politique biaisé par un certain fétichisme euro-centrique et concevant la démocratie selon un modèle capitaliste néolibéral.

La boîte à outils « transitologie » à l'épreuve de la réalité

3 La relation épistémologique entre faiseurs de démocratie et approches académiques nous semble assez problématique dans la mesure ou la « boîte à outils » de la transitologie s'appuie sur une classification des phases et procédures institutionnelles menant à la démocratie, qui sont issues du système néolibéral (Larner, 2000) et appropriées aux fins de mise en ordre du politique (Vairel, 2008). Cette approche hérite d'une rationalité politique qui, comme l'a souligné Wendy Brown, formalise le lien entre néolibéralisme et néo-conservatisme (Brown, 2007), d'une manière peu heuristique pour expliquer des changements politiques et sociaux postrévolutionnaires en dehors des trajectoires de restauration ou, au contraire, des métamorphoses vers des formes d'État ou de gouvernement données et connues antérieurement. Cette classification formalise le succès d'un changement politique qui ratifie l'efficacité du mécanisme institutionnel de l'expression de la gouvernance néolibérale et, par conséquent, sublime les conflits sociaux par le biais du débat politique parlementaire. En réalité, cette

approche sous-estime l'espace politique élargi, qui s'étend au-delà des procédures parlementaires et méconnait les politiques de la rue dans leurs déclinations plurielles. Il en découle que les transitions démocratiques « réussies » se caractérisent par une régulation générale des comportements labélisée comme « pacifique » mais qui, en réalité, exploite une déconnexion substantielle entre les conflictualités qui se jouent au niveau de la société et les enjeux de la politique institutionnelle au nom de l'efficacité gouvernementale, de la garantie de stabilité et du paradigme de la sécurité (Brown, 2007 ; Sauvêtre, 2015). Au niveau épistémologique, cette rationalité pousse l'analyse à souligner des manques et les fautes des configurations sociopolitiques dans les pays sous enquête, en les reléguant dans un angle mort dans le meilleur de cas, ou, pire, en les étiquetant comme anti-démocratiques, antirévolutionnaires et, au fond, antinomiques de tout changement politique.

4 Ce prisme sur la Libye est loin d'être une exception : dix ans après les changements de régime au nord de l'Afrique à la suite des révoltes improprement entrées dans l'histoire sous le nom de « printemps arabes », de nombreuses analyses en science politique internationale sont dédiées à « l'évaluation » des dites « transitions démocratiques ».

5 Parallèlement, des chercheur.e.s en sciences sociales se sont lancé.e.s dans un processus de réorganisation des pratiques de recherche, des outils et des catégories interprétatives utilisées pour analyser ces sociétés en mutation[1]. Ce type d'approches s'attache à attester les termes et les formes de l'arrêt, voire de la subversion et même de la trahison de la part des institutions et des partis politiques, des processus de changement radical initiés par les mouvements de protestations que les personnes mobilisées sur les places et dans les rues ont appelé des révolutions. Par conséquent, ces analyses témoignent de l'inertie des systèmes autoritaires dans les systèmes politiques postrévolutionnaires.

6 L'urgence a donc émergé pour elles.eux de réarticuler les investigations portant sur ces contestations sociales autour de la question des demandes et attentes politiques alternatives, ne se focalisant nécessairement ni sur les agendas des institutions intérimaires ni sur les élections, souvent dénoncées par les citoyen.ne.s eux-mêmes comme des « mise[s] en scène de la démocratie » (Benzenine, 2020 ; Gana et Van Hamme, 2020). Ce nouvel effort de la recherche s'est consacré à montrer les failles de la transitologie et de ses postulats appliqués aux contextes politiques des pays du nord de l'Afrique. La transitologie a en effet été remise en question au début du XXIe siècle pour sa nature rigide, normative et téléologique (Dobry, 2000), par des études critiques en science politique qui ont soulevé les limites de l'explication du changement politique par la construction de démocraties néolibérales. En 2002, Thomas Carothers a remis en question la valeur des axiomes de ce qu'il a appelé « le paradigme de transition » (Carothers, 2002). En fait, les postulats de ce paradigme s'avèrent profondément biaisés par une catégorisation rigide des étapes d'une démocratisation idéale, au point de perdre toute capacité analytique face à des configurations plus floues, dans les zones grises et moins apparentes (*ibid.*). En 2006, Michel Camau avait déjà dénoncé le fait que les études sur la démocratisation et les transitions dans d'autres parties du monde formalisaient une « exception autoritaire arabe » par le constat de la persistance de régimes autoritaires (Camau, 2006). Toutefois, comme il le soulignait, même si les nouvelles critiques contre la transitologie ont eu le mérite de mettre en évidence les failles épistémologiques du paradigme, ces discussions n'échappent pas pour autant à une téléologie de la démocratisation s'appuyant sur « un gradualisme tendant à spécifier les différents modes et degrés de gouvernement autoritaire en fonction de l'horizon démocratique de la planète » (Camau, 2006, p. 26). Par exemple, l'idée que « in many "transitional countries," reasonably regular, genuine elections are held but political participation beyond voting remains shallow and governmental accountability is weak » (Carothers, 2002, p. 15) demeure profondément problématique. Il faut donc s'interroger sur ce qui continue à se passer au-delà des mécanismes formels de la démocratie représentative dans ces pays, à moins de considérer comme acquis que rien de politique n'existe au-delà des formes électorales et représentatives de l'action démocratique contemporaine.

7 En fait, ce qui demeure problématique, c'est une cristallisation téléologique du regard, autour de configurations du politique qui se manifestent comme postulat d'un temps éternel, issu d'une vision obnubilée par le temps courant, une « vision du temps réduit à la brièveté de l'instant : l'ici et maintenant de l'immédiat présent » (Rogers, 2011, p. 255). Ce « présentisme » avait déjà motivé Braudel dans sa lutte intellectuelle et institutionnelle à faire le choix d'une perspective de longue durée (Braudel, 1958 ; Guldi et Armitage, 2015). Aujourd'hui, l'objectivation de ces catégories d'analyse dans certains travaux en sciences sociales est encore révélatrice d'une vision synchronique qui élimine toute complexité et particularité spécifiques des contextes socio-culturels, affirmant une approche unidirectionnelle qui évite tout contamination provenant « du bas » et des dynamiques locales.

8 Au contraire, la vague de protestations de 2011 a confirmé que la plupart des pays connaissent des transformations irréversibles (Zoubir, 2011) lesquelles, comme le souligne Leyla Dakhli, mettent en relief « la richesse heuristique (et politique) des interrogations sur le temps et sur le sens ». Les analyses des expériences sociales et politiques du passé deviennent donc « des points d'appui pour une compréhension éclairée de ce qui se passe au présent », et permettent de remettre en discussion la valeur de la centralité du « combat pour la démocratie » (Dakhli, 2015, p. 24). Une telle vision, alternative aux chronologies politiques dérivées du système néolibéral et néo-conservateur, permet une nouvelle attention aux temporalités des événements confirmant plutôt les étapes d'une histoire du néo-libéralisme et des mouvements qui le contestent au niveau global et qui questionne la rhétorique de l'exceptionnalisme arabe à ses fondations (Dakhli, 2015). De ce fait, les configurations politiques actuelles ne peuvent pas être considérées comme isolées d'une histoire plus large, mondiale. Elles s'expliquent par une série de transformations au long cours qui impactent le sens profond du rapport des sociétés au politique, de leurs configurations visibles et de leurs modalités de reformulation. Pour donner ici un exemple, nos préoccupations recoupent celles de Robin Beaumont et Xavier Guignard quand ils soulignent la nécessité de penser les recompositions politiques au-delà des objets du politique comme les « partis politiques », qui « limite[nt] l'ambition scientifique à une description – parfois doublée d'une ambition typologique –, souvent teintée d'une vision normative de ce que devrait être le parti ou le système de partis dans lequel il s'insère » et qui mènent le chercheur à se demander si les partis politiques sont efficaces ou s'ils ont faillis (Beaumont et Guignard, 2016, p. 6). Au contraire, la discussion « transitologique » des chercheur.e.s sur la démocratie post-2011 demeure centrée sur le questionnement des « continuing (or derailed) transitions in the Arab world. Are these fated to fail ? Can they still be rescued? » (Diamond et *alii*, 2014, p. 95).

9 Notre dossier souhaite mettre l'accent sur l'impérieuse nécessité de renouveler la boîte à outils pour l'analyse et le déchiffrage des phénomènes du changement politique contemporaine. Nous sommes persuadées que la recherche sur les changements dans le nord de l'Afrique en général doit se penser comme un chantier en constante évolution, ce qui permettrait enfin de sortir des « banalisations scientifiques » concernant les acteurs et les configurations du politique d'aujourd'hui et de proposer des clefs de compréhension évitant tout dogmatisme. En Libye, cela a peu été le cas.

Regards sur la Libye dix ans après

10 Il convient cependant de signaler ici que, dix ans après la *thawra fibrayir* (« la révolution de février »), trois numéros spéciaux de revues politiques, culturelles et géographiques ont été publiés en France, réunissant des spécialistes du pays et de la région et proposant une réflexion sur les enjeux, les acteurs et les défis posés par la chute de la *Jamāhīriya* (Bensaâd, 2021 ; Mercier, 2021 ; Mikaïl, 2021). Les logiques de division qui caractérisent la Libye aujourd'hui aux niveaux politique, institutionnel, idéologique, militaire ou encore économique ont été documentées de manière très articulée, comme la pluralité des acteurs impliquées, pour expliquer le conflit dans le

contexte de la contemporanéité la plus proche. Certaines de ces études invitent l'analyse à sortir la situation politique et sociale libyenne du paradigme de l'exceptionnalité, tout en rendant compte des spécificités politiques et sociales nationales. Ces travaux font le constat de l'impasse des mouvements qui ont émergé à partir de la fin des années 2010 dans la région et interprètent les enjeux de la Libye post 2011 à l'aune des trajectoires de ses voisins, du retour à un autoritarisme militaire en Égypte et de la réinstauration d'un régime sanguinaire en Syrie. De même, comme on le sait maintenant, la réaffirmation d'un présidentialisme fort a suivi en Tunisie, tout au long de l'année 2021. En replaçant ainsi la Libye dans des lectures non périphériques sur l'échiquier global, ces travaux de recherche ont bien montré les évolutions des rapports de forces sur le terrain et ont retracé et documenté la (re)configuration des alliances plurielles et changeantes. Par ailleurs, ces études ont montré comment, à partir de l'intervention internationale au soutien des forces anti-régime, la Libye n'a jamais cessé de servir de terrain d'affrontement mais aussi de coopération entre puissances tant régionales que globales.

11 Cependant, en se concentrant sur la dite « déroute » du processus révolutionnaire libyen et sur la difficile reconstruction de l'après-Kadhafi tout au long de la dernière décennie, ces trois numéros spéciaux ont mis l'accent sur la guerre civile et l'instabilité politique, sans pour autant penser au-delà des événements qui ont caractérisé la fin du XXe siècle et le XXIe siècle et sans aller au-delà d'un examen critique du rôle joué par la structuration du régime de Kadhafi dans l'absence persistante d'institutions étatiques solides. Si ces publications récentes ont contribué au débat scientifique sur la Libye post-2011 en ouvrant une pluralité de perspectives sur les (re)configurations ultérieures du politique après le changement de régime et des acteurs qui y participent, il nous semble pertinent de les prolonger en promouvant une approche analytique qui vise à échapper au « fétichisme du conflit » (Goodhand, 2005, p. 15).

12 Ainsi, ce dossier spécial de *L'Année du Maghreb* se situe dans une perspective résolument diachronique et critique et revient sur la Libye d'aujourd'hui en se proposant d'examiner à nouveau la (re)construction de la sphère publique et les luttes pour le droit d'y prendre part qui ont cours actuellement, que ce soit dans le pays ou depuis sa diaspora. Nous avons fait le choix d'analyses attentives aux variations d'échelles (du macro au micro) et de temporalités (du passé au présent, et inversement) afin d'ouvrir des perspectives palimpsestes de subjectivations et de mobilisations politiques qui ont été, et qui sont toujours, expérimentées par les acteur.e.s locaux en dépassant souvent le seul cadre étatique.

13 Les différentes contributions réunies dans ce dossier n'abordent ainsi pas seulement les enjeux qui affleurent après 2011. Au contraire, nous interrogeons les changements les plus récents survenus dans le pays tout en questionnant les catégories qui ont été utilisées pour les analyser, dans une perspective diachronique, notamment en privilégiant une analyse des historicités multiples du politique qui remet en question la pertinence des césures traditionnellement articulées aux changements de régime (la période coloniale, la monarchie, le coup d'État de 1969 et la révolution de 2011). Pour ce faire nous nous sommes focalisées sur les processus de (re)construction et de (re)configuration du social et du politique dans la Libye tout au long de l'époque contemporaine, selon des regards qui témoignent de la profondeur historique des formes souvent inattendues de participation politique qui ont caractérisé les processus de changement dans le pays. Cela permet une réflexion approfondie sur les stratégies, les logiques et les espaces réels de participation politique expérimentés par des individus et des acteurs collectifs libyens dès la chute du régime, même lorsqu'ils s'expriment en refusant ostensiblement de reconnaître les institutions de l'après 2011.

14 Une telle perspective implique également d'examiner comment les groupes informels et les organisations politiques expérimentent, changent et redéfinissent les équilibres de pouvoir au-delà des catégories étatiques et non-étatiques, comme l'apatridie, les configurations institutionnelles et la dichotomie entre les institutions dites traditionnelles et le paradigme supposé « moderne » de l'État-nation. Il s'agit d'entrer en conversation avec les quelques contributions récentes qui se sont attachées à analyser les relations historiques profondes entre les structures étatiques et les acteurs

sociaux en Libye, afin de mieux comprendre comment certains d'entre eux ont alterné des formes directes et indirectes de résistance à une pluralité d'acteurs gouvernementaux considérés comme injustes et illégitimes, tandis que d'autres les ont supporté de manière convaincu, ou bien ont poursuivi leurs propres intérêts en faisant preuve de complaisance à leur égard (Badi, 2021).

15 Notre choix ici est donc d'éclairer les interactions et les recompositions politiques en cours en Libye à la croisée des espaces institutionnels et non-institutionnels pour saisir la multiplicité des « Libyes » actuellement en construction dans le sillage du changement de régime post-2011.

16 En ce sens, la contribution de Carlotta Marchi (« Pouvoir politique et pouvoir religieux. L'exploitation de la Sanusiyya au sein de la Libye indépendante (1951-1958) ») s'appuie sur un corpus d'archives et se concentre sur la première Libye indépendante. Elle réinterroge la permanence de grilles de lecture qui distinguent, selon des critères exogènes, ce qui relèverait du religieux de ce qui relèverait du domaine politique dans la monarchie fédérale qui fut, à partir de 1951, à la tête du nouveau Royaume uni de Libye. L'auteure se propose de rediscuter l'usage des catégories de « pouvoir politique » et « pouvoir religieux » à partir d'une observation critique et dynamique des processus concomitants de construction de l'État-nation et de bureaucratisation de la confrérie au pouvoir. L'article montre comment ces catégories s'entremêlent de manière complexe dès l'indépendance de la Libye, en suivant des logiques mouvantes identifiables dès la période monarchique. Les mécanismes qui ont contribué à imbriquer les cadres de la Sanusiyya dans l'appareil étatique sont aussi mis en lumière. Depuis sa formation, l'appareil libyen d'État est tributaire d'une pluralité de systèmes de loyautés et de légitimité en grande partie issue de la confrérie de la Sanusiyya. Or, c'est précisément par le biais de la mobilisation de la confrérie comme acteur autant qu'instrument de légitimation de l'appareil bureaucratique de l'État indépendant qu'elle connaît une métamorphose radicale en tant qu'institution religieuse et sociale. Dès lors, toute la structure de la *tarīqa* s'en trouve redéfinie, ce qui conduit à la perte de son autonomie et à sa dévalorisation. Bien qu'elle ait été la base sur laquelle la Libye indépendante a été construite et légitimée, la Sanusiyya, en devenant un relais administratif, serait restée une « victime » de l'État.

17 Reprenant la longue discussion des reconfigurations des élites politiques des régimes autoritaires déchus, Soraya Rahem (« Les élites de l'ancien régime libyen : reconfigurations politiques en contexte transnational ») questionne la validité analytique de l'opposition pro-régime / anti-régime à travers une enquête sur la reconfiguration des élites politiques libyennes en exil. Son approche contribue à complexifier la compréhension des agendas et des stratégies politiques des forces kadhafistes en examinant leurs déclinations au pluriel. Les matériaux empiriques qu'elle mobilise soutiennent une analyse des stratégies de réorganisation politique des acteurs mettant ainsi en évidence l'hétérogénéité de la « mouvance verte », divisée en plusieurs courants. L'auteure montre que les héritiers de la *Jamāhīriya* n'ont pas su, ou pas voulu, se structurer politiquement dans un même parti, privilégiant les arrangements, les transactions politiques ou les alliances de circonstances pour se positionner dans un contexte mouvant. L'exil, choix de vie et d'action politique, joue un rôle depuis longtemps, au moins depuis la période de la monarchie et ne doit donc pas être considéré, pour les élites kadhafistes exclues de la Libye post-2011, seulement comme une expérience individuelle et/ou collective exercée sous contrainte. En effet, l'exil constitue aussi un processus politique qui génère un espace d'action transnational que les élites pro-régime utilisent pour préparer leur propre retour dans la sphère politique nationale. Ainsi, ces acteurs se montrent capables de s'adapter aux changements d'équilibre politique aussi bien dans les pays d'accueil que dans leur pays d'origine, afin de négocier une place politique concrète. Il devient dès lors évident que l'espace transnational peut constituer une opportunité politique leur permettant de mobiliser leurs réseaux pour influencer le conflit à distance et façonner un environnement politique favorable à leur retour. Ce que révèlent ces trajectoires et stratégies, c'est la multiplicité des perspectives possibles sur l'avenir de la Libye, même

parmi ceux qui se déclarent enclins à la restauration de la *Jamāhīriya*. La contribution propose de considérer les positionnements pluriels de ces forces en exil vis-à-vis du régime déchu comme un paramètre analytique de leur positionnement dans la « politique du devenir » post-2011. Elle contribue à complexifier l'opposition entre kadhafistes et révolutionnaires, l'une des oppositions binaires à travers lesquelles le paysage socio-politique libyen post-2011 et le rôle de la dimension internationale dans sa (re)structuration ultérieure ont été lus.

18 En suggérant une analyse des pratiques et du discours du mouvement *La li-l-tamīz, Libya taja'mna* (« Non à la discrimination, la Libye nous rassemble »), dans son article (« Être touareg dans le Sud libyen dans une Libye en transition : une citoyenneté inachevée ») Pauline Poupart réexamine le processus plus large de (re)construction de la sphère publique et la lutte de certaines subjectivités politiques pour y prendre part, à travers le prisme de l'accès à la citoyenneté. Le mouvement examiné, crée le 23 janvier 2020 à Oubari par certains groupes Touaregs du sud de la Libye, est composé en majorité de jeunes militants, nés et éduqués en Libye dans des familles d'origine saharo-sahélienne et dont la mobilisation politique dans la Libye d'après-Kadhafi relève d'une (re)construction identitaire qui alterne entre l'appartenance communautaire (liée à la langue Tamasheq) et l'appartenance nationale (liée à un idéal de la Libye unie mais « au pluriel »). Ce mouvement est analysé au prisme des développements sociaux et historiques qu'ils l'ont affecté aux plusieurs moment clés de l'histoire de la Libye indépendante. De ce fait, la possibilité pour les groups Touaregs de se mobiliser de manière pacifique pour obtenir un statut de citoyen vient questionner l'articulation typique entre « identité arabe » et légitimité de l'accès la nationalité libyenne pas seulement au long du déroulement de la phase post-2011 mais, surtout, dans la longue durée. En ne reflétant les évolutions plus récentes, l'auteure montre comment, entre 2012 et 2014, les tentatives de bureaucratisation de la citoyenneté visant à «ordonner» les dispositifs de participation politique dans l'après-Kadhafi se sont finalement révélées comme des dispositifs d'exclusion et de subalternisation ultérieures.

19 Si tous les Touaregs ont pu participer aux élections générales de 2012, en 2014 les droits de vote deviennent conditionnés au « numéro national » octroyé en 2013 par le Congrès général national (CGN), qui rend impossible pour ceux qui ont un dossier de naturalisation en cours, c'est à dire pour toute une partie de la communauté touarègue et d'autres groupes de la région, comme la communauté Toubou, de régulariser leur statut et de se présenter à une élection tant au niveau local, régional que national. L'exclusion d'une partie des votants et citoyens potentiels a comme conséquence d'affaiblir la représentativité et l'inclusivité attendues après la fin du régime, en renforçant aussi la lecture communautaire et tribale des évolutions politiques. De plus, en se focalisant sur l'expérience des activistes du mouvement, l'auteure souligne comment les approches concurrentes au sein du milieu touarègue se trouvent influencées par la gouvernance armée qui prévaut dans le Sud libyen, ainsi que par les évolutions des équilibres et des relations entre les forces prévalant à l'Est et celles prévalant à l'Ouest du pays. En questionnant la volonté de toutes autorités intérimaires de garantir une forme d'accès à la nationalité aux groupes Touaregs, la contribution interroge de fait les mécanismes historiques d'exclusion économique et sociale autant que la subalternisation de certains individus et groupes dans la Libye d'aujourd'hui. Ces acteurs, qui ont été perçus comme des marginaux, contribuent, par leurs revendications répétées, à restaurer un débat sur la citoyenneté (notamment par la discussion de la nouvelle Charte constitutionnelle) et donc, fondamentalement, aident à penser les termes de la participation politique.

20 La contribution de Chiara Loschi et Chiara Pagano (« Regarder au-delà des élections : l'historicité complexe de la participation politique dans la Libye contemporaine ») revient sur un approche diachronique autour des configurations sociopolitiques contemporaines et s'attache à retracer les expressions du politique du XIXe au XXIe siècle, en posant le regard dans des « endroits inattendus », notamment là où le « chaos » ou les forces centrifuges ont été pointés du doigt par la plupart des analyses. Il s'agit de donner à comprendre la représentation et la participation politique au-delà du

paradigme de l'État-Nation. Dès lors, les stratégies et pratiques de renégociation de la participation politique des Libyens y sont analysées en privilégiant une approche par la « politique du devenir » plutôt que celle de la « politique de la transition » (Dakhlia, 2016). L'enjeu n'est donc pas d'expliquer l'effondrement des organes représentatifs transitoires de la Libye au lendemain des premières élections de juillet 2012 mais, au contraire, de comprendre comment ces organes ont proliféré en centres de pouvoir rivaux, en institutions économiques bicéphales, ainsi que, dans certains cas, en institutions parallèles. Dans ce contexte, les auteures interrogent la façon dont les procédures électorales ont été thématisées jusqu'à présent comme un « nœud » dans la discussion relative à l'avenir de l'État dans la Libye post-Kadhafi. Elles montrent comment la communauté internationale a fait des élections la priorité absolue de la transition de la Libye post-Kadhafi, en incitant les interlocuteur.e.s locaux à privilégier la démocratie formelle au détriment de l'établissement d'une participation véritablement inclusive. Dans l'urgence d'accélérer le processus de transition et de se présenter comme des interlocuteurs crédibles pour la communauté internationale, les élites dirigeantes libyennes ont fini par sacrifier l'expression de revendications multiples dans le débat politique. De la même façon, les analyses académiques ont privilégié l'axiome élections-accomplissement de la transition démocratique, en appréhendant toutes les stratégies d'action et les reconfigurations politiques dans les termes exclusifs de leur contribution aux mécanismes électoraux. L'article montre que bon nombre de revendications actuelles de certains groupes fortement marginalisées s'énoncent de façon radicalement polémique envers les institutions intérimaires libyennes (les militantes fédéralistes, mais aussi certains groupes s'identifiant comme des Imazighen ou des Touaregs, ainsi que comme des citoyen.ne.s libyen.ne.s) mais constituent aussi des manières de pratiquer la démocratie en abordant la question de la représentation « autrement ». Ce type de revendications évoque d'autres époques, parfois lointaines de l'histoire du pays (l'époque ottomane, coloniale, ou celle de la première Libye indépendante). Relire ces positionnements d'individus et de groupes en dehors des canaux d'expression politique officiellement acceptés, et ce sur la longue durée, invite à des analyses du politiques qui font fi des expressions orientalistes « d'anarchie », de « désordre » et « d'immaturité politique ».

21 Enfin, à travers l'exploration des trajectoires de certains imaginaires géopolitiques de l'époque précoloniale à nos jours, Luca Raineri (« Imagined Libya : geopolitics of the margins ») permet d'élargir le regard et interroge les différentes manières de concevoir l'espace physique et politique qui ont été produites historiquement sur et par le territoire libyen en jouant un rôle clé dans les (re)structurations contemporaines de « l'ordre international ». Une telle analyse, en soulignant leur nature changeante et historiquement contingente, vise à dénaturaliser les constructions rhétoriques et politiques des principales hypothèses spatiales sur la « Libye ». En déconstruisant les idéologies spatiales qui ont émergées en dehors, au cœur, et autour de la Libye des années 1850 à nos jours, cette contribution de géopolitique critique propose d'examiner les intersections, les chevauchements et les divergences de différentes interprétations d'un même territoire et d'en étudier l'impact sur les définitions des stratégies des relations internationales.

Bibliographie

Abusedra Ali (dir.), 2020, *Unheard Voices of the Next Generation : Emergent Leaders in Libya*, Washington, Brookings Institution Press.

Al-Barbar Aqīl Muhammad, 1986, « Patterns of the Libyan Resistance Movement against Italian Invasion 1911-1920 », *Alifbâ*, 6-7, p. 7-22.

Al-Barbar Aqīl Muhammad, 1992, *Economics of Colonialism. The italian invasion of Libya and the Libyan resistance 1911-1920 : A socio-economic analysis*, Tripoli, Markaz jihād al-lībīyyn didd al-ghazuū al-Iītālī.

Al-Būsayrī 'Alī, 1998, *al-Muqāwwama al-Lībiyya didd al-Ihtilāl al-Iītālī fī al-juza' al-gharbī min Lībya, Uktūbir 1913 'Aghustus 1914,* Tripoli, Markaz jihād al-lībīyyn lil-dirasāt al-tārīkhiyya.

Anderson Lisa, 1984, « Ninteenth-Century Reform in Ottoman Libya », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 16, n° 3, p. 325-348. DOI : 10.1017/S0020743800028208.

Anderson Lisa, 1986, *The State and Social Transformation in Tunisia and Libya. 1830-1980*, Princeton, Princeton University Press.

Armitage David, Guldi Jo, 2015, « Le retour de la longue durée : une perspective anglo-américaine », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, Vol. 2 (70e année), p. 289-318. URL : https://www.cairn.info/revue-annales-2015-2-page-289.htm.

Badi Emad, 2021, « Of Conflict and Collapse : Rethinking State Formation in Post-Gaddafi Libya », *Middle East Law & Governance*, Vol. 13, n° 1, p. 22-48. DOI : 10.1163/18763375-13010001.

Baldinetti Anna, 2010, *The Origins of the Libyan Nation Colonial Legacy, Exile and the Emergence of a New Nation-State*, Londres, Routledge.

Beaumont Robin, Guignard Xavier, 2016, « Partis et recompositions politiques : quelques enseignements du « Printemps arabe » », *Confluences Méditerranée*, Vol. 23, n° 98, p. 9-19. DOI : 10.3917/come.098.0009. URL : https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2016-3-page-9.htm.

Bensâad Ali (dir.), 2021, « Libye. Géopolitique d'un chaos », *Hérodote. Revue de géographie et de géopolitique*, n° 182.

Benzenine Belkacem, 2020, « La démocratie de l'abstention en situation autoritaire : retour sur les élections législatives et locales de 2017 en Algérie », *Maghreb-Mashrek*, Vol. 1, n° 243, p. 77-96. URL : https://www.cairn.info/revue-maghreb-machrek-2020-1-page-77.htm. DOI : 10.3917/machr.243.0077.

Berhe Simona, 2013, « Ascesa e declino di una famiglia di notabili : i Muntasir di Misurata », in Giovanni Dore, Chiara Giorgi, Antonio M. Morone, Massimo Zaccaria (dirs.), *Governare l'Oltremare. Istituzioni, funzionari e società nel colonialismo italiano*, Rome, Carocci, p. 169-182.

Berhe Simona, 2015, *Notabili libici e Funzionari italiani : l'amministrazione coloniale in Tripolitania (1912-1912)*, Soveria Mannelli, Rubettino.

Braudel Fernand, 1958, « Histoire et sciences sociales. La longue durée », *Annales ESC*, 13e année, n° 4, p. 725-753.

Brown Wendy, 2007, Les habits neufs de la politique mondiale. Néolibéralisme et néoconservatisme, trad. C. Vivier, P. Mangeot et I. Saint-Saëns, Paris, Les prairies ordinaires.

Capasso Matteo, 2020, « The war and the economy : the gradual destruction of Libya », *Review of African Political Economy*, Vol. 47, n° 166, p. 545-567.

Carothers Thomas, 2002, « The End of the Transition Paradigm », *Journal of Democracy*, Vol. 13, n° 1, p. 5-21. DOI : 10.1353/jod.2002.0003.

Colombo Matteo, Varvelli Arturo, 2020, « Libya : A Failed State in the Middle of the Mediterranean », IEMed Mediterranean Yearbook 2020, https://www.iemed.org/publication/libya-a-failed-state-in-the-middle-of-the-mediterranean/.

Dakhli Leyla, 2015, « L'ordre des choses et le sens de l'histoire », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, Vol. 138, n° 1, p. 117-130. URL: http://journals.openedition.org/remmm/9256 ; DOI : https://doi.org/10.4000/remmm.9256.

Dakhlia Jocelyne, 2016, « Can We Think in Transition ? Reflections from Tunisia », *Jadaliyya*, 30 juin, https://www.jadaliyya.com/Details/33373.

Diamond Larry, Fukuyama Francis, Horowitz Donald L., Plattner Marc F., 2014, « Reconsidering the Transition Paradigm », *Journal of Democracy*, Vol. 25, n°1, p. 86-100. DOI : 10.1353/jod.2014.0018.

Dobry Michel, 2000, « Introduction : When Transitology Meets Simultaneous Transitions », in Dobry Michel (dir.), « Democratic and Capitalist Transitions in Eastern Europe », *The GeoJournal Library*, Vol. 55, p. 1-15. DOI : 10.1007/978-94-011-4162-8_1.

Dumasy François, 2008, « Le fascisme est-il un « article d'exportation » ? Idéologie et enjeux sociaux du Parti national fasciste en Libye pendant la colonisation italienne », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, Vol. 55, n° 3, p. 85-115. DOI : 10.3917/rhmc.553.0085.

Dumasy François, 2017, « La Libye, un laboratoire des variations de la relation coloniale pendant la Première Guerre mondiale ? », Vol. 141, p. 67-85. DOI : 10.4000/remmm.9827.

Eaton Tim, 2018, « Libya's War Economy : Predation, Profiteering and State Weakness », Londres, Chatham House.

Galen Carpenter Ted, 2018, « Paved with Good Intentions : How Washington Created the Libya Hell », *Mediterranean Quarterly*, Vol. 29, n° 4, p. 19-31. DOI : 10.1215/10474552-7345427.

Gana Alia et Van Hamme Gilles, 2020, « Introduction. Les bouleversements politiques en Afrique du Nord au prisme de l'analyse électorale », *Maghreb-Mashreq*, Vol. 1, n° 243, p. 5-10. URL : https://www.cairn.info/revue-maghreb-machrek-2020-1-page-5.htm. DOI : 10.3917/machr.243.0005.

Lacher Wolfram, al Idriss Alaa, 2018, « Capital Of Militias. Tripoli's Armed Groups Capture the Libyan State », *SANA Briefing Paper*, https://www.smallarmssurvey.org/resource/capital-militias-tripolis-armed-groups-capture-libyan-state.

Lafi Nora, 2001, « Ville arabe et modernité administrative municipale : Tripoli (Libye actuelle), 1795-1911 », *Histoire urbaine*, Vol. 1, n° 3, p. 149-167.

Lafi Nora, 2002, *Une ville du Maghreb entre ancien régime et réformes ottomanes : genèse des institutions à Tripoli de Barberie (1795-1911)*, Paris, L'Harmattan.

Lafi Nora, 2013, « Violence factieuse, enjeux internationaux et régulation ottomane de la conflictualité urbaine à Tripoli d'Occident entre le XVIIIe et XIXe siècle », *Hypothèses*, Vol. 1, n° 16, p. 395-403. DOI : 10.3917/hyp.121.0395.

Larner Wendy, 2000, « Neoliberalism : Policy, Ideology, Governmentality », *Studies in Political Economy*, Vol. 63, n° p. 5-25. DOI : https://doi.org/10.1080/19187033.2000.11675231.

Martinez Louis, 2007, *The Libyan paradox*, New York, Columbia University Press.

Mercier Marc (dir.), 2021, « Libye, une histoire heurtée, un présent énigmatique, une société engagée – Analyses et témoignages », *Les Cahiers du REF (Réseau Euromed France)*, n° 7.

Mikaïl Barah (dir.), 2021, « Libye : guerres et convoitises », *Confluences Méditerranée*, Vol. 3, n° 118.

Morone Antonio M., 2017, « Idrīs' Libya and the Role of Islam : International Confrontation and Social Transformation », *Oriente Moderno*, n° 97, p. 11-132. DOI : 10.1163/22138617-12340141.

Pack Jason (dir.), 2013, *The 2011 Libyan Uprisings and the Struggle for the Post-Qadhafi Future*, Palgrave Macmillan, New York. DOI : 10.1057/9781137308092.

Pack Jason, 2019, « It's the Economy Stupid : How Libya's Civil War Is Rooted in Its Economic Structures », *IAI papers*, n° 17, https://www.iai.it/sites/default/files/iaip1917.pdf.

Randall Edward, 2015, « After Qadhafi : Development and Democratization in Libya », *The Middle East Journal*, Vol. 69, n° 2, p. 199-221. DOI : 10.3751/69.2.12.

Rodgers Daniel T., 2011, *Age of Fracture*, Cambridge, Belknap Press of Harvard University Press.

Sauvêtre Pierre, 2014, « Foucault et le conflit démocratique : le gouvernement du commun contre le gouvernement néolibéral », *Astérion*, Vol. 13. URL : http://journals.openedition.org/asterion/2648 ; DOI : https://doi.org/10.4000/asterion.2648.

Simon Rachel, 1987, *Libya between ottomanism and nationalism : The Ottoman involvement in Libya during the war with Italy (1911–1919)*, Berlin, Klaus Schwarz Verlag.

St John Ronald Bruce, 2011, *Libya and the United States. Two Centuries of Strife*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press.

Vairel Frédéric, 2008, « L'opposition en situation autoritaire : statut et modes d'action », in Olivier Dabène (dir.), *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXIe siècle*, Paris, La Découverte, « Recherches », p. 213-232. DOI : 10.3917/dec.dabem.2008.01.0213. URL : https://www.cairn.info/autoritarismes-democratiques--9782707156266-page-213.htm.

Vandewalle Dirk, 2018, *Libya since Independence : Oil and State-building*, Ithaca, Cornell University Press.

Wehrey Frederic, 2018, « Libya's Policing Sector : The Dilemmas of Hybridity and Security Pluralism », *POMEPS Studies*, n° 30, « The Politics of Post-Conflict Reconstruction », Carnegie Endowment for International Peace, Washington, DC.

Zoubir Yahia H, 2011, « Les révolutions du monde arabe : la fin du mythe de l'exception », *Maghreb - Machrek*, vol. 4, n° 210, p. 49-60. DOI : 10.3917/machr.210.0049. URL : https://www.cairn.info/revue-maghreb-machrek-2011-4-page-49.htm.

Notes

1 * Chiara Loschi est politiste et chercheuse post-doctorante à l'Université de Bologne.

** Chiara Pagano est spécialiste en Histoire de l'Afrique et chercheuse post-doctorante à l'Université de Graz.

. Voir l'ensemble d'événements, de réflexions et de conversations lancés en 2020 par the Arab Studies Institute, Princeton's Arab Barometer, and George Mason's Middle East and Islamic Studies Program, avec le co-parrainage de quinze institutions et organisations, dans le but d'interroger et de réfléchir sur les soulèvements arabes. L'objectif est aussi de produire des ressources pour les éducateurs.trices, les chercheur.e.s, les étudiant.e.s et les journalistes afin de comprendre la dernière décennie de bouleversements politiques sur le plan historique et dans le présent. La description du projet et les travaux produits dans ce cadre sont disponibles en ligne sur ce lien : https://www.thearabuprisings.org/.

Pour citer cet article

Référence papier
Chiara Loschi et Chiara Pagano, « Libye(s) en devenir. Déchiffrer le changement sociopolitique en diachronie et à plusieurs échelles », *L'Année du Maghreb*, 28 | 2022, 13-25.

Référence électronique
Chiara Loschi et Chiara Pagano, « Libye(s) en devenir. Déchiffrer le changement sociopolitique en diachronie et à plusieurs échelles », *L'Année du Maghreb* [En ligne], 28 | 2022, vol. 2, mis en ligne le 10 janvier 2023, consulté le 21 février 2023. URL : http://journals.openedition.org/anneemaghreb/11137 ; DOI : https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.11137

Auteurs

Chiara Loschi
politiste et chercheuse post-doctorante à l'Université de Bologne.

Articles du même auteur

Regarder au-delà des élections : l'historicité complexe de la participation politique dans la Libye contemporaine [Texte intégral]
Looking Beyond Elections: The Complex Historicity of Political Participation in Contemporary Libya
النظر إلى ما بعد الانتخابات: تاريخية معقَّدة للمشاركة السياسية في ليبيا المعاصرة
Paru dans *L'Année du Maghreb*, 28 | 2022, vol. 2

La Libye en 2020 : entre guerre civile, crises humanitaires et tentatives de réconciliation [Texte intégral]
Paru dans *L'Année du Maghreb*, 26 | 2021

Chronologie Libye 2020 [Texte intégral]
Paru dans *L'Année du Maghreb*, 26 | 2021

Chantiers de reconstruction politique en comparaison : La « décentralisation » en période post-révolutionnaire en Tunisie et en Libye [Texte intégral]
Political Reconstruction Projects in Comparison: "Decentralization" in the Post-Revolutionary Phase in Tunisia and Libya
Paru dans *L'Année du Maghreb*, 16 | 2017

Chiara Pagano
Histoire de l'Afrique et chercheuse post-doctorante à l'Université de Graz.

Articles du même auteur

Regarder au-delà des élections : l'historicité complexe de la participation politique dans la Libye contemporaine [Texte intégral]
Looking Beyond Elections: The Complex Historicity of Political Participation in Contemporary Libya
النظر إلى ما بعد الانتخابات: تاريخية معقَّدة للمشاركة السياسية في ليبيا المعاصرة
Paru dans *L'Année du Maghreb*, 28 | 2022, vol. 2

La Libye en 2020 : entre guerre civile, crises humanitaires et tentatives de réconciliation [Texte intégral]
Paru dans *L'Année du Maghreb*, 26 | 2021

Chronologie Libye 2020 [Texte intégral]
Paru dans *L'Année du Maghreb*, 26 | 2021

Droits d'auteur

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International - CC BY-NC-SA 4.0

https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/